

# Europe fédérale

Publication de l'Union des fédéralistes européens – UEF-France

N°50 – 2016

## 70 ans de combats inachevés

L'Union Européenne des Fédéralistes fête ses 70 ans en 2016. Elle est née officiellement les 15 et 16 décembre 1946 à Paris avec pour rôle de coordonner et d'intensifier les activités des différents mouvements fédéralistes, et de les organiser au sein d'une même structure fédérale.

Au moment où le réveil des populismes et la guerre contre Daesh renforcent les nationalismes et le repli sur soi, l'UEF peut se féliciter d'avoir été, pendant ces 70 ans, un acteur important de la construction européenne bien que celle-ci soit inachevée.

Les fédéralistes nombreux parmi les pères fondateurs de cette construction européenne avaient un projet cohérent à long terme. L'intégration économique devait, à terme, permettre l'intégration politique. Les Communautés européennes, puis l'Union européenne, devaient être les premières étapes pour parvenir à la constitution d'un État fédéral européen. Cette volonté s'est néanmoins étiolée au fil du temps, laissant l'Union dans une incertitude dommageable. La crise économique, sociale, politique et identitaire actuelle ne doit pas être un frein au projet européen estime l'UEF qui y voit au contraire une opportunité pour le relancer.

En 1946, au moment de sa constitution, l'UEF est l'héritière d'Aristide Briand qui dès le 5 septembre 1929 suggérait l'idée fédérale à une Europe qui ne se remettait pas du 1<sup>er</sup> conflit mondial et d'une Société des Nations balbutiante. Elle est aussi l'héritière de la Résistance, de l'italien Altiero Spinelli qui dès 1941 élaborait le Manifeste de Ventotene, du français Henry Fresnay, du suisse Denis de Rougemont, du natif d'Odessa qui prit la nationalité française Alexandre Marc, du néerlandais Henri Brugmans.

Tous ces précurseurs sont convaincus au lendemain de la deuxième guerre mondiale que seule une Fédération européenne, reposant sur l'idéal de l'unité dans la diversité, pourrait surmonter les divisions dont le continent européen a toujours été la proie et qui ont causé tant de souffrances et de destructions.

(Suite page 2)

## Éditorial

Crise des réfugiés, chômage élevé en zone euro : ce n'est pas l'Union européenne mais le projet européen dans son ensemble qui est à risque. Si la construction européenne a avancé en rebondissant sur les crises, les citoyens demandent aujourd'hui plus de résultats. Or depuis le traité de Maastricht ils ne sont pas écoutés. De plus en plus las, ils alimentent une réaction négative des partis politiques qui se cachent derrière un possible blocage en cas de referendum pour ne rien entreprendre. En réalité, c'est l'ouverture de la boîte de pandore constitutionnelle qui leur fait peur car pour avoir une Europe Sociale ou une Europe de la Défense bref une Europe que les citoyens réclament, les dirigeants nationaux doivent transmettre les manettes de la construction européenne au travers d'une Constituante.

(Suite page 2)



Assemblée générale de l'UEF-France, le 26 septembre 2015 à Paris

## Dans ce numéro

- ◆ Congrès européen de l'UEF :  
10-12 juin 2016
- ◆ Être pro-européen ne veut plus rien dire aujourd'hui
- ◆ Campagne l'Europe en Mieux



Campagne des fédéralistes pour l'élection du Parlement européen (Lyon, années 1970)



(Suite de la page 1)

Cette divergence entre les gouvernants et les citoyens peut déboucher sur des situations très différentes : l'explosion du système en portant l'extrême-droite au pouvoir ou la remise en marche du projet européen dans une direction ambitieuse et partagée.

Ces choix dépendent de deux groupes : les indécis et les électeurs désabusés. Dans les deux cas, il ne s'agit pas des étudiants Erasmus mais de ceux qui ne bénéficient pas assez des avantages de la construction européenne. C'est pourquoi nous avons lancé une campagne intitulée « Europe en Mieux » afin de structurer une action vers ces publics. Nous devons sortir de notre zone de confort et convaincre là où c'est nécessaire. Le projet européen mérite mieux que d'être détricoté sous nos yeux. Rejoignez-nous !

Florent Banfi



Florent Banfi, président UEFF-France

(Suite de la page 1)

Deux événements concomitants lors du mois septembre 1946 ont aidé à l'éclosion de cette organisation qui sera persuadée que seul l'effort des citoyens européens œuvrant en commun peut créer une Europe démocratique et pacifiée, garantissant les libertés et la protection des droits fondamentaux.

Le 19 à Zurich Winston Churchill ancien Premier Ministre britannique conservateur adversaire intransigeant de l'Allemagne hitlérienne et de l'Union soviétique stalinienne lance son appel historique : « *Européens, il faut faire les États-Unis d'Europe !* ».

Au même moment, sur les bords du Lac des Quatre-Cantons, à Hertenstein, des militants fédéralistes venus de quatorze pays européens étaient réunis à l'initiative de l'Europa Union suisse. Ses participants, souvent issus de la Résistance, avaient un objectif précis : constituer un véritable mouvement à l'échelle du continent. C'est chose faite trois mois plus tard.

Ces 70 ans d'histoire seront jalonnés de succès, malheureusement inachevés et de la certitude d'avoir raison trop tôt

L'UEF fait campagne au début des années 50 pour le Pacte fédéral européen. Ce dernier vise à transformer l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe en Assemblée constituante de la Fédération européenne. L'outil principal en est une pétition signée par des milliers de citoyens à travers l'Europe. L'UEF fait aussi campagne pour la ratification de la Commu-

nauté Européenne de Défense (CED) et pour l'établissement d'une communauté politique.

Mais après l'échec de la CED, les fédéralistes connaissent des divisions internes sur la stratégie à adopter par l'UEF. La rupture s'établit entre ceux qui, suivant Altiero Spinelli, favorisent l'approche constitutionnaliste qui se manifestera à travers la stratégie du Congrès du peuple européen et ceux qui sont plus favorables à une politique dite "des petits pas". Ce conflit conduit en Juillet 1956 à l'éclatement de l'UEF en deux organisations: le Mouvement Fédéraliste Européen (MFE), composé de militants de la première approche, constitutionnelle, et l'Action Européenne Fédéraliste (AEF) rassemblant les tenants de la seconde.

L'Europe avance avec la mise en place de l'Union douanière et ses promesses de développement en une Union Économique et Monétaire. Mais c'est la bataille pour les élections du Parlement européen au suffrage universel direct qui va conduire à la réconciliation des deux tendances en avril 1973 et ainsi à la reconstitution de l'UEF.

La famille fédéraliste réunie va se lancer dans une vaste campagne de masse en mettant sur pied plusieurs grandes manifestations qui attireront des milliers de participants. La plus spectaculaire d'entre elles se tient à Milan, à l'occasion du Conseil européen des 28 et 29 juin 1985, qui visait à la mise en œuvre du Traité de l'Union européenne adopté en février par le Parlement européen à l'initiative de Altiero Spinelli. Regroupant près de

## La saga des fédéralistes européens

Jean-Pierre Gouzy, ancien président de l'UEF-France, a publié en 2004 dans la revue du Centre International de Formation européenne, *L'Europe en Formation* « La Saga des fédéralistes pendant et après la dernière guerre mondiale ». Cet article retrace l'histoire des mouvements fédéralistes des années 1920 à la fin des années 1960.

Il est disponible sur le site web *Le Taurillon* en plusieurs parties : [www.taurillon.org/1464](http://www.taurillon.org/1464)

## Brochure « 70 ans »

L'UEF Europe a publié une brochure retraçant les 70 ans de l'organisation. Elle est disponible (en anglais, traduction en projet) à l'adresse [www.uef.fr/435](http://www.uef.fr/435)



100 000 personnes, elle reste la plus importante manifestation publique de toute l'histoire du fédéralisme européen. Au cours de ce Conseil européen la majorité des États membres décide de convoquer une conférence intergouvernementale pour réviser les traités communautaires qui décidera l'adoption de l'Acte Unique de Luxembourg.

L'Europe bouge, elle voit la chute du Mur de Berlin, la fin de la Guerre froide, la réunification allemande et la ratification du Traité de Maastricht qui décidera de la mise en place de la monnaie unique pour laquelle les fédéralistes luttent depuis les années soixante-dix. L'UEF se mobilise pour plus de « démocratie européenne ». Suivent la mise en place de l'Union européenne, la création de la citoyenneté européenne et le début de la marche vers le projet constitutionnel : rendu plus nécessaire encore par les élargissements - sans réforme institutionnelle suffisante - de 1995, de 2004 et de 2007.

Et à chaque fois les fédéralistes européens vont jouer là un rôle décisif : l'UEF appelle à la suppression des contrôles aux frontières entre les pays de l'Union européenne, à la poursuite en parallèle de l'approfondissement et de l'élargissement, au renforcement du rôle du Parlement et de la Commission, à l'extension du vote à la majorité qualifiée.

Elle reste vigilante devant les imperfections de l'Union (notamment à l'égard du « calamiteux » Traité de Nice de 2000) et continue à proposer des réformes politiques et institutionnelles devenues, du fait même, des élargissements plus que jamais nécessaires. Le 1er mai 2004, l'Union européenne est passée de quinze à vingt-cinq États membres en accueillant Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. Puis, le 1er janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie ont rejoint l'UE, suivies en 2013 par la Croatie. Les fédéralistes vont s'engager dans la campagne pour l'adoption du Traité constitutionnel de l'Union européenne, avec des réticences, qui échouera par suite des référendums négatifs en France et aux Pays Bas.

L'un des grands succès de ces 70 ans de lutte a été la mise en place de la monnaie

unique. En usage dès 1999 pour les transactions financières européennes, l'euro est mis en circulation le 1er janvier 2002 sous sa forme fiduciaire. Les fédéralistes ont été très actifs en proposant dès le début ce que nombre d'économistes demandent aujourd'hui que la zone euro se dote de moyens budgétaires et fiscaux importants. L'euro est la monnaie de dix-neuf États.

La planète se mondialise. L'avènement de nouveaux acteurs tels la Chine, l'Inde ou le Brésil risque de marginaliser l'Europe. La lutte contre le terrorisme islamiste est un défi mondial. Le réchauffement climatique requiert des réponses radicales. À ceci s'ajoute la faiblesse du système financier actuel.



Le traité de Lisbonne a tenté de renforcer l'Union européenne mais le futur de l'Union économique et monétaire est aujourd'hui menacé.

La crise des migrants appelle une solidarité politique qui doit profiter à tous. Mais il ne peut y avoir de solidarité sans un gouvernement en lequel les peuples aient confiance. C'est parce que cette confiance fait défaut aujourd'hui, que plusieurs États font obstruction au nécessaire débat relatif à l'option fédérale pour le futur de l'Europe et entraînent l'Union européenne vers un système intergouvernemental improductif avec le risque d'un retour au nationalisme et à la xénophobie.

La vieille dame doit poursuivre sa mission en faisant confiance en la jeunesse, en s'adaptant aux nouvelles technologies de l'information et en poussant les dirigeants politiques de l'Europe à prendre des mesures décisives afin d'éviter son démantèlement.

Jean-François Richard

# Dépassons le vote britannique, faisons un vrai choix

Le vote du 23 juin 2016 a montré à quel point ce référendum répondait à une problématique de politique intérieure. En votant pour le *Leave*, les Britanniques se sont positionnés contre une Europe du passé et non pas sur une Europe du futur.

Ce référendum s'est tenu dans un climat général de repli sur soi. Les réflexes nationalistes se réveillent dans de nombreux pays de l'Union européenne. Le désamour des citoyens pour l'Union européenne, aujourd'hui per-

que comme bureaucratique et incapable de faire face aux défis, est croissant. Au cours de la dernière décennie, l'inefficacité du fonctionnement trop intergouvernemental de l'Union a été démontrée.

Le projet européen a besoin d'un nouveau souffle. Les Européens se doivent de construire une politique étrangère, de défense et de sécurité intérieure communes, une politique migratoire coordonnée, une politique économique commune, fondée sur l'innovation pour

une Europe créatrice d'emplois et solidaire, et pour un développement durable respectueux de l'environnement.

Il manque à ce projet l'implication des citoyens dans la démocratie européenne, dans la relance du projet européen.

C'est pourquoi nous demandons la tenue d'une assemblée constituante qui jettera les bases d'une véritable Europe fédérale dont nous avons besoin.

UEF-France, 24 juin 2016 — uef.fr/422

## Les frontières appartiennent au passé. Ne démantelez pas Schengen !

**Le système Schengen, avec l'euro et le marché unique, sont les réalisations les plus avancées et les plus visibles de l'intégration européenne. Ce sont des éléments clés d'un projet politique d'unification qui a garanti une paix et une prospérité sans précédent pour les citoyens européens.**

Les questions relatives aux migrations et à la sécurité resteront des défis de long terme. Si les gouvernements nationaux choisissent d'y répondre en rétablissant les contrôles aux frontières nationales et en y construisant des clôtures dans une tentative aussi égoïste que vouée à l'échec de garder les problèmes dans le pré de leurs voisins, ils ne résoudront ni la question migratoire ni celle de la sécurité.

Ils n'aboutiront qu'à détourner des ressources de mesures européennes plus efficaces. Surtout, ils infligeront un coup fatal à la confiance des peuples dans une Europe en tant que projet d'intégration, de liberté et de solidarité. Si le projet européen régresse, l'économie européenne s'appauvrira, l'influence européenne dans le monde s'évanouira encore un peu plus, la démocratie sera sous pression dans de nombreux pays. Le spectre d'une

Europe qui renoue avec un effroyable passé de divisions et de guerres fratricides nous hantera à nouveau.

Pour faire face aux urgences des réfugiés et de la sécurité, une stratégie et des solutions européennes, au niveau supranational, et dans le plein respect des valeurs et réalisations européennes sont indispensables. Cela signifie aujourd'hui que :

- le Parlement européen et le Conseil devraient adopter rapidement les propositions de la Commission européenne pour renforcer le système de Schengen et instaurer des garde-côtes et des garde-frontières européens, étape transitoire vers un système entièrement européen pour gérer les frontières communes de l'Union européenne ;
- le Conseil européen devrait exiger que la Commission européenne élabore un plan et une feuille de route pour renforcer la coopération policière et celle des services de renseignement et progresse vers le développement d'une police et de forces de renseignement européennes efficaces pour lutter contre les crimes transfrontaliers et les

menaces envers la sécurité ;

- la Commission européenne devrait faire des propositions pour une mise en œuvre urgente de politiques européennes migratoires et d'asile durables, y compris un système d'asile européen unique équilibré et équitable, avec une autorité européenne de l'asile, des mécanismes permettant de répartir le nombre et les coûts des arrivants entre les États membres et des parcours légaux pour les migrants économiques.
- Dans la mesure où ces étapes ont un impact sur la souveraineté nationale, leur réalisation ne peut se concevoir que dans le cadre d'un plan de relance de l'union politique européenne, selon un calendrier clair et précis.

Face aux défis de l'avenir de l'euro et de Schengen, le Conseil européen devrait s'opposer à toute proposition visant à suspendre ou à diluer des réalisations européennes et traiter de la relance de l'unité politique européenne dès que possible.

UEF-Europe, 15 fév. 2016 — uef.fr/358

# Être pro-européen ne veut plus rien dire aujourd'hui

**Tout le monde se dit « pro-européen » aujourd'hui.**

**Personne ne dit plus officiellement qu'il ou elle veut sortir de l'Union européenne.**

**Par conséquent, qu'est-ce qui différencie les acteurs politiques sur l'Europe ?**

Quand on dit que Marine Le Pen est pro-européenne, cela choque toujours un peu. Mais son discours s'est largement aseptisé dans son optique de dédramatisation. Elle ne tire aucune conséquence de ses revendications certes, mais dans la confusion intellectuelle autour de l'Europe de nos jours, cela finit par passer. Ainsi Bernard Monot, euro-député FN, lors de l'émission 500 millions d'Européens, a pu déclarer tranquillement « Le Royaume-Uni n'a aucune raison de sortir de l'Union européenne. Ils ont un statut dérogatoire privilégié que nous revendiquons nous au niveau de la France de Marine Le Pen : nous voulons avoir notre monnaie, notre banque centrale, contrôler nos frontières, notre budget et notre système bancaire ».

À force de faire des compromis byzantins pour emmener tout le monde dans la barque européenne, les anti-européens peuvent se faire passer pour des pro-européens. Et du reste, la frontière est de plus en plus mince entre les discours des nationalistes et des personnalités politiques qu'on disait pro-européennes alors qu'elles ont une vision de l'Europe où ce sont les dirigeants nationaux au sein du Conseil européen qui doivent décider de tout. Un Nicolas Sarkozy rétablissant les frontières avec l'Italie au moment de Lampedusa est-il vraiment différent de ce que ferait Marine Le Pen au pouvoir ?

Certes il ne remettrait pas en cause l'euro. Il semble que la monnaie unique reste un des derniers symboles séparant certains pro-européens des nationalistes déguisés en pro-européens. Les anti-européens ont compris que l'Europe était devenue une réalité autant historique que pratique pour les citoyens. Aujourd'hui, on s'étonne quand on va dans un pays de l'Union européenne n'ayant pas l'euro ou quand on appelle un ami dans un autre pays et qu'il y a derrière une surfacturation par notre opérateur téléphonique (le fameux « roaming »). Les frontaliers râlent ainsi tous les jours devant les bouchons liés au retour des contrôles aux frontières avec la mise en place de l'Etat d'urgence. Les anti-européens n'ont donc aucun intérêt à rappe-

ler leur volonté de casser l'Europe et parlent donc d'une « autre Europe », source évidemment de tous les bonheurs.

## Les confédéralistes contre les fédéralistes

Mais alors si tout le monde est pro-européen, comment différencier les partisans de l'Europe des autres ? Car nombreux sont les eurosceptiques à avoir les faveurs des médias tout en étant présenté comme des pro-européens « raisonnables ». Hubert Védrine, par exemple, attaque régulièrement l'Union européenne, non pas pour aller plus loin mais au contraire pour arrêter tout processus d'intégration. C'est le fameux « les peuples d'Europe ne sont pas prêts » si souvent utilisé pour bloquer tout débat sur comment faire aboutir la construction européenne.

Or, sous prétexte qu'on les dit pro-européens, on en vient à taxer les fédéralistes « d'ultras ». Nous serions devenus des pro-européens « déraisonnables », qui vont « trop loin ». C'est parce qu'il faut bien nous différencier des autres pro-européens habituels. Or, maintenant que tout le monde est pro-européen, nous devons réclamer qu'on appelle les autres pro-européens non fédéralistes pour ce qu'ils sont : des confédéralistes.

Vouloir l'Europe des États (comme Merkel ou De Gaulle) ou des Nations (version Le Pen), c'est à peu près la même idéologie : la souveraineté reposant au niveau national, c'est aux dirigeants nationaux de décider ce qu'ils font ensemble ou à quelques-uns. Or, les fédéralistes estiment au contraire que ce qui doit être décidé au niveau européen n'est pas du ressort des souverainetés nationales mais de la souveraineté des citoyens européens directement. Il est désormais essentiel d'appeler « confédéralistes » les autres pro-européens.

La grille de lecture des citoyens est déjà faussée. Nombreux sont en effet ceux expliquant qu'ils veulent faire l'Europe mais pas partager avec les autres. En France, on stigmatise les Roms comme s'il n'y avait jamais eu de

fraudeurs français. En Slovaquie, on refuse de recevoir une part des réfugiés mais on est prêt à recevoir les fonds européens. Au Royaume-Uni, on adore passer sa retraite dans un pays du continent, mais on ne veut pas accueillir d'autres travailleurs « de l'Est ». Et les exemples sont nombreux.

Il faut remettre le débat sur l'Europe sur de vrais rails : confédéralisme contre fédéralisme. Ce sera difficile car les partis politiques (européens et nationaux) mélangent les deux courants. Mais si nous ne le faisons pas, ce sont les anti-européens qui gagneront la bataille des mots. Et donc les prochains votes.

F.C.

## Publication

Le pacifisme ne suffit pas, le patriotisme non plus

L'association Lyonnaise *Presse fédéraliste* publie en version française l'essai de Lord Lothian (Philip H. Kerr).

Avec d'autres textes de fédéralistes britanniques, associés au mouvement *Federal Union* au cours des années 1930, il influença l'élaboration de la pensée d'Altiero Spinelli, relégué sur l'île de Ventotene.

Disponible sur  
[www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu)



282 pages

13,8 x 21 cm

ISBN : 978-2-9558710-0-3

22 €

# Congrès européen de l'UEF : 10-12 juin 2016

L'Union des fédéralistes européens (UEF-Europe) fêtait ses 70 ans lors de son Congrès réuni à Strasbourg du 10 au 12 juin, avec le slogan « *Towards a Federal Europe* » (Vers une Europe fédérale).

Deux-cent-cinquante participants venant de toute l'Europe ont pris part aux travaux de congrès. Parmi eux, 46 Français, qui ont pu intervenir à de nombreuses reprises au cours des débats.



Les jeunes étaient présents en nombre et ont même été élus très largement dans les instances représentatives.

Les travaux se déroulaient dans un cadre exceptionnel. Le vendredi, les participants ont été accueillis dans les locaux du Conseil de l'Europe. Le reste du weekend, c'est au Conseil de l'Eurométropole qu'ils ont siégé les congressistes.

Une exposition consacrée aux 70 ans du mouvement a été installée à l'hôtel de ville de Strasbourg. Un repas a été partagé dans la cour de celui-ci, en présence de Catherine Trautmann vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Quatre groupes de travail se sont réunis au cours du Congrès, avec des intervenants extérieurs.

Une dizaine de députés européens ou anciens députés ont participé aux travaux tout au long du weekend : Bresso, Brok, Bonifei, Calvet-Chambon, Daul, Frassoni, Kaufmann, Kovatchev, Leinen et Wieland.

Les organisations partenaires étaient présentes notamment le World Federalist Movement dont deux représentants ont pris part à la totalité des travaux.

Deux candidatures étaient proposées pour la présidence de l'organisation. Elmar Brok a été réélu avec 97 voix, Enrique Calvet Chambon réunissant pour sa part 34 voix.

La motion de politique générale a été adoptée à l'unanimité.

En ce qui concerne les participants issus de la section française, François Mennerat a été élu au bureau européen. Ont été élus au comité fédéral : Florent Banfi, Pauline Gessant, François Mennerat, Jean-Baptiste Mathieu et Inga Wachsmann. Les représentants de la section au comité fédéral seront Jean-François Billon et Marlis Simonin-Chanot.

V.-X. L

## Les actions de formation de l'UEF-France

L'Union des fédéralistes européens (UEF-France) a entrepris de proposer à ses adhérents et sympathisants des formations pour découvrir les différents aspects de la pensée fédéraliste et les grands enjeux du moment.

L'UEF-France organise désormais régulièrement des sessions de formations. Samedi **17 septembre**, à Paris, une journée s'est tenue pour permettre de découvrir différentes approches du fédéralisme et débattre de la citoyenneté européenne. Parmi les intervenants : Jorge Cagiao y Conde, maître de conférences (Tours), Laurent Dechâtre, docteur en droit (Paris), Frédéric Lépine, directeur général adjoint du Centre International de Formation européenne (Nice), Sophie Heine, politologue (Oxford) et Jules Lepoutre, doctorant contractuel en droit public (Lille).

Le samedi **24 septembre**, l'UEF Alsace a organisé à son tour une formation sur le fédéralisme ouverte à tous et à toutes, en partenariat avec les Jeunes Européens Strasbourg. Lors de la formation plusieurs thèmes ont été abordés : les principes de la pensée fédéraliste, les écoles de pensée du fédéralisme, comment appliquer concrètement la vision fédéraliste aux enjeux actuels.

Le compte rendu retrace les échanges et les idées principales. Il fournit également une bibliographie pour aller plus loin. Il est disponible en pdf à l'adresse [www.uef.fr/451](http://www.uef.fr/451).



## Comment participer ?

Consultez le site :  
[europe-en-mieux.fr](http://europe-en-mieux.fr)

Facebook :  
[www.facebook.com/europeenmieux/](http://www.facebook.com/europeenmieux/)

Twitter :  
[@europeenmieux](https://twitter.com/europeenmieux)

Nous signaler votre intérêt pour participer à la campagne sur :  
[www.uef.fr/379](http://www.uef.fr/379)

## Nos partenaires

Mouvement Européen :  
[mouvement-europeen.eu](http://mouvement-europeen.eu)

Jeunes Européens :  
[Jeunes-europeens.fr](http://Jeunes-europeens.fr)



**L'UEF-France prend l'initiative, conjointement avec le Mouvement Européen-France et les Jeunes Européens-France, d'une campagne militante intitulée « L'Europe en mieux ».**

Alors que le Royaume-Uni se prononcera bientôt sur son appartenance à l'Union européenne, les nationalistes, en France, vont en profiter pour surfer sur les thèmes souverainistes portés par David Cameron.

Cette situation s'inscrit dans le prolongement d'une grave crise de l'euro, d'une remise en cause de la libre circulation, et de succès électoraux de partis populistes.

Le contexte est donc celui, sans précédent dans l'histoire de la construction européenne, où le danger n'est pas l'euro-sclérose mais le recul.

Les personnes et organisations engagées en faveur de l'idée européenne ne peuvent se contenter d'observer, d'analyser et de déplorer mais doivent prendre l'initiative et se mobiliser.

« L'Europe en mieux » marque notre volonté de reprendre la parole et de ne pas laisser s'installer dans le débat public une fausse alternative pernicieuse entre les démolisseurs de l'Europe et les partisans du statu quo. L'Europe n'est pas le problème, elle est la solution, à condition toutefois qu'on lui en donne les moyens.

Les fédéralistes sont tout particulièrement conscients des limites de l'Union européenne actuelle, à dominante intergouvernementale. Elle ne présente pas le niveau d'efficacité ni de démocratie que nous demandons. C'est pourquoi nous avons souhaité que cette campagne ne se contente pas de défendre les acquis, réels et importants, de la construction européenne, face au dénigrement des militants nationalistes. Elle devait aussi comporter un volet consacré aux propositions visant à améliorer l'Union européenne dont nous savons qu'elle a déçu une partie de nos concitoyens pourtant désireux de voir l'Europe se construire. Les causes de cette déception, nous les connaissons : le décalage cruel entre les intentions affichées et la réalité d'une construction diplomatique prudente et fragile. Les solutions, nous les connaissons également : il s'agit de rompre avec les mauvaises pratiques actuelles et d'aller vers plus de fédéralisme. Bref il s'agit de construire l'Europe, oui, mais mieux que celle de l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui.



Action Europe en Mieux sur un marché

# Tous à Rome le 25 mars 2017 !

## Pour exiger une Europe fédérale

Le Parlement européen étudie actuellement un rapport sur les réformes nécessaires pour sauvegarder l'avenir de l'Union européenne. En l'absence de volonté politique réelle, de la part des gouvernements de se saisir de la question de la réforme des traités, nous voyons les premières tentations d'éviter d'engager la bataille constituante.

Nous pensons que l'UEF a un rôle très clair à jouer : nous devons intensifier les pressions sur la classe politique à tous les niveaux, avant tout pour s'assurer que le Parlement européen fait ce qu'il a à faire, mais aussi pour s'assurer que certains gouvernements, ainsi que les institutions européennes et nationales, s'engagent effectivement dans la bataille qui leur

permettra le nécessaire saut institutionnel dans un sens fédéral.

Le moment est venu, pour ceux qui se soucient vraiment de l'Europe, de se faire entendre et montrer qu'ils constituent toujours la majorité de ce continent. Le prochain 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome, qui sera célébré à Rome le 25 mars 2017, largement considéré comme une ligne cruciale de partage des eaux en matière de politique européenne, nous apporte une occasion idéale pour cela. En vérité, cet anniversaire ne peut être considéré comme une simple commémoration. Il faut se saisir de cette occasion pour clamer à haute voix le besoin de plus d'Europe, tant en termes d'institutions démocratiques que de la réalisa-

tion de vraies politiques à l'échelle du continent.

Et ça, c'est le travail que nous devons accomplir dans les mois qui viennent. Nous devons mobiliser les forces politiques, syndicales et culturelles, les pouvoirs locaux, les citoyens et les jeunes. Nous devons en appeler particulièrement à certains gouvernements et institutions nationales pour qu'ils appuient la vision d'une union fédérale. Nous devons faire en sorte que l'opinion publique européenne redevienne, encore une fois, un élément moteur du processus d'intégration européenne.

**Nous nous rassemblerons dans les rues de Rome le 25 mars 2017.**

## 10 raisons de rejoindre l'UEF-France

1. Parce que l'Europe ne tombe pas du ciel, l'idée européenne doit être défendue
2. Parce que l'Europe n'existera pas vraiment sans une constitution fédérale
3. "Parce que l'on ne défend pas une idée sans la nommer
4. Parce que l'Europe des gouvernements ne marche pas, proposons une alternative
5. Parce que, face au nationalisme et à l'europhobie, il faut des militants de l'Europe déterminés
6. Parce que agir pour l'Europe, c'est mieux avec un mouvement de citoyens présent dans toute l'Europe
7. Parce que l'UEF-France est une association indépendante
8. Parce qu'on peut être pro-européen et critique de l'Europe actuelle
9. Parce que l'Europe ne suffit pas, il faut aussi réfléchir aux enjeux de la démocratie locale et globale
10. Parce que l'UEF a su garder le cap depuis 1946

## Adhérer à l'Union des fédéralistes européens

Prénom \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_

Email \_\_\_\_\_

Téléphone(s) \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Date de naissance \_\_\_\_\_

### Votre adhésion

Ordinaire (35 euros)

Moins de 25 ans / sans revenus professionnels / SMIC (10 euros)

Couple (55 euros)

Déjà adhérent(e) aux Jeunes Européens—France (5 euros)

Adhésion par chèque  
à l'ordre de UEF-France  
Ou en ligne sur [www.uef.fr/adherer](http://www.uef.fr/adherer)  
avec paiement car carte de crédit